



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS NADAL

ZAC de Garonne
35 Chemin Chantelle - CS60312
31200 Toulouse

Références : 2024-477
Code AIOT : 0006804927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement ETABLISSEMENTS NADAL implanté 35 CHEMIN DE CHANTELLE ZONE D'ACTIVITES DE GARONNE 31200 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 20/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites données à l'incendie du 14 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS NADAL
- 35 CHEMIN DE CHANTELLE ZONE D'ACTIVITES DE GARONNE 31200 TOULOUSE
- Code AIOT : 0006804927

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de la société NADAL est la récupération de métaux ferreux et non ferreux auprès des industriels, des commerces, des collectivités et des particuliers. Ces métaux sont triés puis expédiés pour être revalorisés. La société collecte également les batteries usagées, filtres usés, chiffons souillés, [...] auprès des garages et autres industriels, afin de les apporter vers un centre de retraitement spécialisé.

L'établissement est agréé pour la dépollution des véhicules hors d'usage (agrément n°PR31 00022 D). L'établissement collecte également les DEEE sous la rubrique 2711, et est soumis à déclaration pour cette activité.

Les différentes activités de la société NADAL sont autorisées par arrêté préfectoral du 8 février 2008.

La lettre préfectorale du 2 avril 2013 a actualisé la liste des rubriques de la nomenclature ICPE applicables, dont notamment les rubriques 2710, 2713, 2718 et 2791 pour le régime de l'autorisation, 2712 pour l'enregistrement et 2711 et 2714 pour la déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 26/08/2024, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	PORTER A CONNAISSANCE (PAC)	Arrêté Préfectoral du 08/02/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie est survenu le 14 août 2024 dans 5 bacs contenant des batteries au plomb. Le feu a été rapidement maîtrisé. L'exploitant doit transmettre le rapport d'accident associé.

Par ailleurs, l'exploitant doit également transmettre un porter à connaissance relatif à l'installation d'une nouvelle presse-cisaille sur le site avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/08/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a été informée d'un incendie survenu sur le site le 14 août 2024 par voie de presse. Cet incident n'a pas été déclaré à l'inspection. Il a été rappelé à l'exploitant que tout incident/accident doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection.

Description de l'événement qui a eu lieu le 14 août 2024, d'après les informations collectées le jour de la visite :

14h30 : Départ de feu au niveau de 5 bacs de batteries au plomb entreposés en extérieur, un jour ouvré. Les salariés présents sur le site ont utilisé la borne incendie sur le site pour arroser.

15h10 : Le SDIS arrive sur les lieux. Ils utilisent de la mousse en complément pour éteindre le feu. Le feu est rapidement maîtrisé.

Les eaux d'extinction ont été canalisées à l'intérieur du site (les justificatifs de leur élimination sont à transmettre à l'Inspection des installations classées). Aucune victime, ni aucun blessé, n'est à déplorer. Aucun dégât n'est constaté au niveau du site ni des entreprises voisines.

L'exploitant précise que, selon lui, le départ de feu proviendrait d'une installation électrique défectueuse (interrupteurs commandant l'éclairage au-dessus des bacs). Toutefois, le dernier rapport de vérification des installations électriques ne mentionnait aucun défaut ni dysfonctionnement particulier à cet endroit.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident précisant notamment :

- une analyse approfondie de l'évènement (analyse des causes) et des propositions d'actions visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise (mesures correctives),
- la gestion des conséquences de cet incendie : gestion des eaux d'extinction souillées (justificatifs à transmettre), nettoyage des réseaux du fait d'une contamination possible au plomb (justificatifs à transmettre), et gestion des déchets brûlés (bordereaux de suivi de déchets à transmettre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : PORTER A CONNAISSANCE (PAC)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2008, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la Connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite terrain, il a été constaté qu'une nouvelle presse-cisaille allait être mise en service pour la fin du deuxième semestre 2024, en remplacement de l'ancienne avec une puissance supérieure.

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet cette modification (transmission d'un PAC avec copie à l'inspection) avec tous les éléments d'appréciation et notamment le positionnement de cette modification vis-à-vis de son classement ICPE sous la rubrique 2791 "Installation de traitement de déchets non dangereux [...]".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois